

ASSEMBLÉE NATIONALE

30 septembre 2022

FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL EN VUE DU PLEIN EMPLOI - (N° 276)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 327

présenté par

Mme Erodi, M. Clouet, Mme Amrani, M. Ratenon, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Éliisa Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terre noir, Mme Taurine, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE PREMIER, insérer l'article suivant:**

L'article L. 5422-25 du code du travail est abrogé.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, nous souhaitons mettre un terme à l'obligation de prendre des mesures d'économies sur l'assurance chômage si la situation financière déplaît au gouvernement.

Autre trouvaille du gouvernement dans la loi Avenir professionnel de 2018, le rapport annuel sur la santé financière de l'assurance chômage a des conséquences néfastes sur les droits des assurés et sur les partenaires sociaux.

Chaque année, si le rapport remis par le gouvernement pointe un "écart significatif entre la trajectoire financière du régime d'assurance chômage et la trajectoire financière prévue par l'accord" en cours de validité, les partenaires sociaux doivent négocier des mesures d'économies. S'ils échouent, le gouvernement reprend la main sur les règles par décret.

Un tel mécanisme est absurde car la santé financière dépend naturellement du dynamisme de l'emploi, qui n'est pas prévisible à long-terme. Surtout, les ressources du régime sont rognées pour créer des déficits artificiels. L'Unédic doit ainsi participer au financement de Pôle emploi à hauteur de 11% de ses recettes : sa contribution dépasse désormais largement celle de l'État. Le gouvernement Macron a également supprimé les cotisations chômage des salariés pour y substituer une fraction de CSG.

Nous proposons donc de mettre un terme à ce mécanisme de chantage permanent qui permet au gouvernement d'imposer dans tous les cas, au pire par décret, ses mesures antisociales.